

Journée de l'économie 2026

Le 11 septembre 2026

Seul le discours prononcé fait foi.

Assumer nos responsabilités à l'égard de notre pays

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Monsieur le Président de la Confédération,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux et Conseillers aux États,
Madame la Secrétaire d'État,
Monsieur le Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse,
Mesdames et Messieurs les membres des gouvernements cantonaux,
Monsieur le Brigadier,
Excellences,
Chers représentantes et représentants de nos membres,
Mesdames, Messieurs, chers membres,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Journée de l'économie. Je suis ravi de vous accueillir à Lucerne, un endroit magnifique avec une vue superbe sur les montagnes. Le canton dans lequel nous nous trouvons a fait forte impression en démontrant qu'il est possible, grâce à une politique économique rigoureuse, de devenir en quelques années l'un des cantons les plus attractifs et à la capacité contributive la plus forte. Chers Lucernois et chères Lucernoises, je ne peux que vous adresser mes sincères félicitations. Je souhaiterais que le Conseil fédéral et le Parlement fédéral prennent davantage exemple sur vous pour les questions concernant l'attractivité de la place économique.

Mesdames et Messieurs, comme vous le savez, cette Journée de l'économie est ma dernière en tant que président d'economiesuisse. C'est donc l'occasion idéale de partager avec vous quelques réflexions sur l'état de notre pays.

Comment la Suisse se porte-t-elle ? À première vue, notre pays se porte à merveille. Je suis toujours impressionné quand j'observe tout ce qui se passe en Suisse. J'admire entre autres l'incroyable dynamisme économique de notre pays. Nos EPF et nos hautes écoles valent de l'or : nous ne saurions assez remercier nos ancêtres visionnaires qui ont fondé, au XIX^e siècle, ces établissements de formation. Il faut voir la recherche menée dans l'entourage des hautes écoles, les entreprises qui s'installent en Suisse, mais aussi le nombre de nouvelles entreprises qui voient le jour. Les deux EFP, à elles seules, donnent naissance chaque année à plus de 60 start-up technologiques. Ces dix dernières années, plus de 500 nouvelles entreprises de haute technologie ont ainsi vu le jour. Cette capacité d'innovation est formidable.

Je suis également fier de l'action formatrice des entreprises suisses. Année après année, elles forment des dizaines de milliers d'apprenants. Elles permettent à des jeunes d'intégrer le monde du travail. Je tiens à le répéter : notre système de formation dual, avec la voie de l'apprentissage, est tout simplement exceptionnel.

Et il tire sa force des entreprises qui investissent dans les jeunes. À vous, chers représentants d'entreprises présents dans cette assemblée, je tiens à adresser mes sincères remerciements pour cet engagement.

D'une manière générale, j'admire également nos institutions politiques, surtout lorsque je les compare à celles d'autres pays. Notre situation politique est stable, la collaboration entre la Confédération et les cantons fonctionne globalement bien et nous vivons dans un État de droit. Nous disposons d'une banque centrale extrêmement solide et crédible. Nous sommes un havre de stabilité. Beaucoup, en Suisse, considèrent cela comme allant de soi – mais ce n'est pas le cas. Un simple coup d'œil au-delà des frontières suffit pour s'en convaincre.

Je suis émerveillé par la cohésion entre les habitants de notre pays. Nos débats sont animés et les campagnes de votation souvent très émotionnelles. C'est normal et très bien ainsi. Le principal est que nous avons tous en commun la démocratie directe, elle est notre fondement – de la droite à la gauche. Nous continuons à discuter, même si nous ne sommes pas d'accord. Nous respectons le résultat des votations, que nous soyons dans le camp des vainqueurs ou des perdants. Cela aussi, Mesdames et Messieurs, nous le considérons comme allant de soi. Mais ce n'est pas le cas ! Nous devons absolument préserver cette culture démocratique. Après le scrutin du 14 juin, plusieurs amis étrangers m'ont demandé comment il était possible qu'une votation sur un sujet aussi clivant que l'immigration se déroule de manière aussi ordonnée. Dans d'autres pays, non seulement le résultat aurait sans doute été différent, mais la votation ne se serait probablement pas déroulée aussi calmement qu'en Suisse. Mesdames et Messieurs, nous avons en Suisse une culture du débat particulièrement civilisée, dont nous pouvons être fiers.

Je suis également impressionné par l'incroyable puissance économique de la Suisse. C'est tout de même étonnant : le moteur économique a résisté à toutes les incertitudes ; il continue de vrombir, ou de tourner, s'il a été électrifié. Cette performance économique a pour corollaire que les entreprises financent une part de plus en plus élevée des prestations publiques. Avant la pause estivale, la ministre des Finances annonçait que, au vu des évolutions actuelles, la Confédération prévoyait une hausse significative des recettes de l'impôt sur le bénéfice. Il y a quelques semaines, elle confirmait que cette manne financière était bien réelle. On peut comprendre que ces nouvelles réjouissent la ministre des Finances. Mais il s'agit également d'un risque dont nous devons être conscients : selon les estimations du Conseil fédéral, 0,5 % de l'ensemble des entreprises versent les trois quarts des recettes de l'impôt sur les bénéfices. Or ces recettes fiscales provenant de l'économie, qui affluent de manière abondante et sans discontinuer, incitent une partie des politiques à faire fi de toute prudence lors de l'utilisation des deniers publics.

Ces différents éléments montrent que notre pays dispose en réalité des meilleures conditions possibles pour s'imposer dans un monde pétri d'incertitude. Oui, notre pays se porte à merveille. Mais toutefois seulement à première vue. Sur la base de cette première impression, nous cédon trop souvent à l'autosatisfaction, voire, parfois, à l'arrogance. Car, si nous y regardons de plus près, ou au-delà de nos frontières, nous constatons que notre pays traverse une tempête de grande ampleur. Imaginez-vous assis dehors par une agréable soirée de fin d'été, profitant d'un souffle d'air. Des nuages sombres s'accumulent dans le ciel. Le tonnerre gronde. C'est indéniable. Les premières gouttes annoncent une tempête. Vous le savez et, pourtant, vous restez simplement assis. Et continuez de rester assis. Sans protection, en plein air. En pensant naïvement qu'au dernier moment, la tempête passera un peu plus loin. « Äs chunnt scho guet ! », a-t-on l'habitude de dire de ce côté-ci de la Sarine. Nous nous en remettons à des forces supérieures pour que tout aille bien.

Mesdames et Messieurs, c'est malheureusement exactement comme cela que se comporte la Suisse actuellement. Et cela m'inquiète sérieusement. Nous savons que l'économie mondiale se trouve dans une situation précaire. Nous savons que les Bourses pourraient s'effondrer à tout moment, que nous faisons face à une situation mondiale où ce n'est pas le droit, mais la force qui prévaut. Nous sommes conscients de la situation précaire de l'Europe en matière de sécurité. Les États-Unis se retirent toujours plus, alors que la guerre continue de faire rage en Ukraine ; les Russes attaquent l'Europe depuis plus de trois ans. Et nous, que faisons-nous ? Soyons honnêtes, nous haussons les épaules. Notre faiblesse, c'est d'être suffisants, centrés sur nous-mêmes et, pour couronner le tout, sans défense. Et nous l'acceptons sans réagir. Ce n'est pas ce que j'appelle être raisonnable.

Nous négligeons également notre modèle de réussite suisse. Nous vivons sur nos acquis, sur les infrastructures et les institutions que nos prédécesseurs ont mises en place. Nous omettons d'assainir structurellement des ouvrages essentiels comme la prévoyance vieillesse. Mesdames et Messieurs, le fait que le Conseil fédéral n'ait « pas envie » de s'atteler à de vraies réformes structurelles et qu'il ne souhaite pas discuter d'un relèvement de l'âge de la retraite avant les années 2040 est ni plus ni moins un aveu d'impuissance. Le déséquilibre démographique fait que nous courons, en toute connaissance de cause, à la catastrophe. Si, en Suisse, nous ne trouvons plus la force de réformer en profondeur une assurance sociale fondamentale comme l'AVS et de l'adapter aux nouvelles réalités, on peut parler d'un échec du système politique.

Nous négligeons également le développement d'infrastructures importantes telles que l'approvisionnement énergétique, alors que nous savons tous pertinemment que nos besoins en électricité croissent fortement. Nous savons aussi que nous devons développer les installations. Mais on remet ça à plus tard. C'est extrêmement dangereux et irresponsable.

Le problème n'est pas seulement que nous négligeons de réaliser des réformes indispensables. En plus, nous affaiblissons peu à peu des atouts de la place économique, quand nous ne les sabotons pas. Dans ce contexte, les attaques constantes et irréflechies contre l'économie de marché sont inacceptables. Chaque mois amène son lot de projets réglementaires. Dans la grande majorité des cas, il s'agit de nouvelles exigences administratives, d'obligations et d'interdictions imposées à l'économie. Et tout cela, sans nécessité ni pression extérieure ! L'exemple le plus récent est le contre-projet particulièrement dommageable à la nouvelle initiative « Entreprises responsables ». Il s'agit en réalité d'une loi d'application pour une initiative sur laquelle nous ne nous sommes même pas encore prononcés. La nouvelle initiative « Entreprises responsables », mais aussi le contre-projet du Conseil fédéral, sont pour moi des exemples typiques d'attaques irréflechies et inutiles contre le modèle de réussite suisse. Soyons clairs : il s'agit clairement d'un passage en force, car nous avons déjà voté sur ses questions centrales. De plus, elle met en lumière un problème fondamental : dans l'économie de l'attention actuelle, on ne récompense pas les forces qui recherchent des solutions et des compromis, mais celles qui font beaucoup de bruit. On récompense le bruit – et on sanctionne ceux qui veulent faire avancer le pays. À la longue, on sape la confiance dans la politique et dans notre démocratie.

Mais, comme je le disais, on ne s'attelle pas aux vrais défis, ou alors de manière trop hésitante. Et loin de moi l'idée de dispenser entièrement l'économie de cette tâche. Les entrepreneurs ainsi que les hommes et les femmes qui occupent des postes de direction dans l'économie sont aussi appelés à agir. Permettez-moi de vous donner un exemple : nous nous targuons volontiers d'être les « champions du monde de l'innovation ». Il est important et remarquable que la Suisse figure en tête des classements internationaux, mais cela ne suffit pas. Être champion du monde de l'innovation ne suffit pas à garantir la prospérité. Encore faut-il commercialiser les innovations de manière efficace. Et c'est là que le bât blesse encore bien trop souvent. En Suisse, nous n'avons pas de problème de start-up, mais de « scale-up » oui. La Suisse doit réussir à mieux déployer ses bonnes idées à une plus large échelle. Il faut encore plus d'entrepreneurs prêts à investir, plus d'esprit d'entreprise – et un marché des capitaux aussi libéral que possible, sans obstacles inutiles.

J'arrive à la question décisive : pourquoi notre modèle de réussite suisse est-il en panne ? Quelles sont les causes du blocage des réformes ? Je voudrais avancer ici trois hypothèses.

Premièrement, depuis des années, nous avançons sans véritable cap ou vision. En Suisse, nous avons un gouvernement qui, en tant que collège, n'assume pas suffisamment son rôle de leader. Cela peut paraître dur, mais il est temps de parler sans détours : au Conseil fédéral, nous voyons trop souvent sept chefs de département occupés principalement à gérer les dossiers de leur ministère et à faire leur petite cuisine. Ils ne gouvernent pas suffisamment en tant que collège. Ils manquent de temps, ou peut-être simplement de motivation, pour réfléchir, au sein du collège, aux orientations stratégiques pour l'avenir du pays. L'ancien chancelier fédéral Walter Thurnherr a publié un livre très intéressant dont le titre est « Wie der Bundesrat die

Schweiz regiert – und warum es trotzdem funktioniert » [« Comment le Conseil fédéral gouverne la Suisse – et pourquoi cela fonctionne quand même »]. Justement, on serait tenté de dire que « ça fonctionne » ou que « ça fonctionne tout juste encore », mais soyons honnêtes : il ne suffit plus de « fonctionner » pour résoudre nos problèmes les plus urgents ! Nous avons besoin de visions, de stratégies, d'une planification à long terme et d'une mise en œuvre stricte, et ce malgré la présence de résistances politiques réelles ou supposées. Il faut du leadership ! Lors d'un dîner, Kurt Eichenberger, mon estimé professeur et spécialiste de droit constitutionnel, a dit lorsqu'il a été invité par les membres du gouvernement argovien à donner son avis : « Je peux tout à fait vous rédiger un rapport sur ce sujet, mais je sais déjà ce qu'il dira : « Vous devez gouverner ! » Notre gouvernement ferait bien de davantage suivre cette recommandation. Il ne doit pas se contenter de prendre les ordres et de gérer les propositions et les idées du Parlement ; il doit se saisir des problèmes à un stade précoce et avec perspicacité et assumer activement ses responsabilités en matière de gouvernance. Renoncer à traiter certains dossiers simplement parce qu'ils sont impopulaires ou politiquement délicats est inacceptable !

Deuxièmement, nous détournons le regard. Une guerre fait rage en Europe, mais nous regardons tous ailleurs. Nous ne prenons pas suffisamment au sérieux la précarité de la situation sécuritaire. Je pense que nous, les Suisses, commettons une grave erreur de raisonnement : un heureux hasard fait que nous avons échappé aux guerres par le passé et nous nous croyons à l'abri. Une telle façon de penser est désastreuse. Mais elle est ancrée dans nos esprits et cela nous empêche d'avancer enfin comme il le faudrait dans le domaine de la politique de sécurité.

Troisièmement, un isolationnisme dangereux gagne du terrain. Nous voyons la Suisse comme une île, comme si elle était « autosuffisante » et pouvait faire fi des réalités économiques. J'en veux pour preuve la décision du Conseil national de rejeter sans sourciller l'accord de libre-échange avec le Mercosur pendant la session d'été. On bafoue ainsi l'industrie d'exportation, qui est en quelque sorte le cheval qui tire la machine. Que les activistes de gauche saisissent la moindre occasion de porter préjudice à l'économie ne surprend personne. Mais, que même certains milieux bourgeois semblent ne plus savoir d'où vient l'argent qui finance l'État et ses assurances sociales est inquiétant ! Nous sommes en droit d'espérer que le Conseil des États revienne à la raison.

Mesdames et Messieurs, je l'ai dit, nous avançons sans cap, nous sommes trop insouciantes, nous regardons ailleurs, nous manquons de vision à long terme et nous sommes trop isolationnistes. En comparaison internationale, notre position reste excellente dans l'absolu, mais par rapport à l'évolution des autres pays de l'OCDE, nous perdons de plus en plus de terrain, et cela depuis plusieurs années. La tendance n'est pas bonne et nous devons l'inverser si nous voulons préserver la prospérité de ce pays ! La question est de savoir si nous y parviendrons. Parviendrons-nous à sortir de cette zone de confort par nos propres moyens et à garantir la pérennité du modèle de succès à long terme ?

Je suis résolument optimiste. Car notre pays possède les meilleurs atouts pour poursuivre sur la voie du succès. Je suis aussi optimiste, car nous disposons d'institutions solides et que, surtout, de nombreux décideurs politiques sont conscients « au fond » que les choses doivent changer.

J'arrive au terme de mon discours. Je voudrais exprimer trois souhaits, en particulier à l'égard des politiques.

Mon premier souhait est le suivant : chers membres du Conseil fédéral, ayez le courage de gouverner ! Votre cahier des charges ne stipule nulle part que cela est interdit. Il n'est pas interdit de gouverner ! C'est pourquoi, je vous y invite : lancez-vous ! Car le pays a besoin de vraies réformes et il les mérite. Faites-le, même si l'une ou l'autre réforme ne recueille pas encore de majorité. Faites-le parce que vous vous sentez responsables envers notre pays et ses habitants. Montrez que la Suisse est capable de se réformer, même au XXI^e s. Pensez aux visionnaires du XIX^e s. qui ont posé la première pierre pour la création des EPF ou la construction du tunnel du Gothard.

Deuxièmement, je souhaiterais une meilleure reconnaissance du compromis constructif. Ici, je me tourne surtout vers les médias : mieux reconnaître le compromis constructif, c'est donner plus de place aux forces

orientées solution, c'est-à-dire privilégier le débat objectif plutôt que le bruit. Cela dit, c'est avant tout aux politiques d'agir : dans notre pays, les réformes n'aboutissent que si les forces politiques sont prêtes à faire des compromis. Cela suppose la capacité et la volonté d'aller vers les autres, de s'écouter les uns les autres, de ne pas défendre coûte que coûte des intérêts particuliers et de garder une vision d'ensemble. Je sais que c'est épuisant – et bien trop souvent, la tentation est grande de vouloir faire les gros titres, de sortir du rang et de prendre une position avantageuse en vue des élections. En tout cas, c'est plus tentant que de travailler en coulisses pour élaborer de bonnes solutions pour le pays. J'espère néanmoins que cela ne restera pas simplement un vœu pieux. Car si nous ne parvenons pas à redevenir une démocratie de consensus, notre système politique vacillera de plus en plus. Notre démocratie a besoin de personnes capables de trouver des consensus. Car, comme Helmut Schmidt avait coutume de dire : « La démocratie repose sur le compromis. Une personne qui ne sait pas en faire n'est d'aucune utilité dans une démocratie. »

Troisièmement, je souhaiterais que les hommes et femmes politiques, mais aussi les entrepreneurs, aspirent à nouveau à figurer parmi les meilleurs. Que nous ayons la volonté d'être un pays qui compte parmi les plus prospères au monde, qui offre les meilleures opportunités en matière de formation, qui dispose des systèmes de prévoyance les plus durables, qui garantit l'approvisionnement énergétique le plus stable et le meilleur marché et qui a conclu le plus grand nombre d'accords de libre-échange. Je pourrais poursuivre ainsi. Vous avez compris ce que je veux dire. Lors de la Coupe du monde de football, le président de la Confédération portait une casquette rouge avec l'inscription « Switzerland – Great since 1291 ». Oui, nous sommes formidables, mais nous devons retrouver la volonté de figurer parmi les meilleurs, et ce n'est pas une fin en soi. Il faut le faire en assumant nos responsabilités envers le pays et ses habitants. Pour maintenir la qualité de vie et la prospérité, aujourd'hui comme demain.

Je terminerai sur la notion de « responsabilité ». Cette responsabilité envers le pays dont je parle, je l'ai toujours ressentie très fortement pendant ces années à la présidence d'économiesuisse. La Fédération s'engage en faveur d'une économie forte, car une Suisse forte est chère à notre faïtière. Derrière economiesuisse, il y a de nombreuses personnes qui assument cette responsabilité au quotidien. Je remercie le secrétariat, avec à sa tête notre directrice Monika Rühl, pour son engagement quotidien et sans faille en faveur de la Suisse. Tous les collaborateurs du secrétariat méritent un immense merci. Je tiens à adresser mes remerciements au Comité et à la présidence pour leur soutien toujours très actif au cours des dernières années. Et je remercie aussi nos membres, les 100 associations de branche, les 20 Chambres de commerce cantonales et les différentes entreprises. Vous êtes la clé de notre succès. Cela a été un grand honneur, pour moi, de pouvoir œuvrer à la tête d'économiesuisse.

Le moment est venu de passer le témoin – ou plutôt de transmettre la responsabilité à quelqu'un d'autre, en l'occurrence à mon successeur, Silvan Wildhaber. Cher Silvan, je suis extrêmement heureux qu'un jeune entrepreneur dynamique comme toi prenne les rênes d'économiesuisse. Mesdames et Messieurs, on dit que ce sont souvent les derniers mots qui restent en mémoire. C'est pourquoi je voudrais conclure par une boutade ou peut-être plutôt par un appel :

« La politique, ce n'est pas décrire des problèmes, mais les résoudre. »

Je vous remercie de votre attention.